

5/30

LETTRE DE M. L'AMBASSADEUR A.A. GROMYKO
AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

Le 6 avril 1946

Monsieur le Président,

Le 26 mars, lorsque le Conseil de Sécurité a abordé l'examen de la communication du Gouvernement iranien en date du 18 mars, concernant le retard du retrait des troupes soviétiques de l'Iran, j'ai, d'ordre du Gouvernement soviétique, proposé que cette question soit retirée des débats du Conseil de Sécurité.

En ce faisant, j'ai indiqué que, d'entente avec le Gouvernement iranien, l'évacuation complète des troupes soviétiques de l'Iran avait commencé le 24 mars et serait terminée dans un délai de cinq ou six semaines, et que par conséquent, le Conseil de Sécurité n'était nullement fondé à examiner la question iranienne.

Toutefois, le Conseil de Sécurité n'a pas partagé l'avis du Gouvernement soviétique et a maintenu la question iranienne à l'ordre du jour. Cependant, les pourparlers soviéto-iraniens ont continué et comme on le sait par le communiqué commun soviéto-iranien du 4 avril, ont abouti à une entente entre les Gouvernements soviétique et iranien sur toutes les questions.

L'exactitude de la déclaration du Gouvernement soviétique en date du 26 mars a été ainsi entièrement confirmée, ainsi que le manque de fondement de la soumission de l'affaire iranienne à l'examen du Conseil de Sécurité.

Le Gouvernement soviétique ne peut non plus ignorer la résolution du Conseil de Sécurité en date du 4 avril. Par cette

réolution, le Conseil de Sécurité a décidé de reprendre la discussion de la question iranienne le 6 mai, malgré le fait que le Gouvernement soviétique avait communiqué le 3 avril que la question de l'évacuation des troupes soviétiques était résolue par l'accord intervenu entre les Gouvernements soviétique et iranien. Pareille résolution du Conseil de Sécurité aurait pu être motivée si la situation en Iran avait menacé le maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme cela est prévu par l'article 34 de la Charte des Nations Unies.

Conformément à la Charte, le Conseil de Sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cependant, il est absolument évident qu'en fait, la situation en Iran n'a pas revêtu et ne revêt pas actuellement ce caractère et que, par conséquent, le Conseil de Sécurité n'avait aucune raison de reprendre la discussion de la question iranienne le 6 mai.

Ainsi, la résolution indiquée ci-dessus du Conseil de Sécurité en date du 4 avril est erronée et illégale, parce que en contradiction avec la Charte des Nations Unies.

En vertu de tout ce qui a été exposé ci-dessus, le Gouvernement soviétique insiste pour que la question iranienne soit retirée de l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc...

Signé : André A. GROMYKO

Ambassadeur

A Son Excellence

M. le Dr. QUO TAI CHI

Président du Conseil de Sécurité.

